



Informations du Guatemala

3^e Année, n° 111

Du 8 au 15 février 1985

POLITIQUE

Délégation de la CIOSL
Déclarations de America's Watch
Reagan demande une aide pour le Guatemala
Arrivée de membres de la Commission Kissinger
Offres d'aide militaire : Martinez Piedra
Visite de Richard Stone
Parlementaire israélien au Guatemala
Voyage de Mejía Victores

ECONOMIE

Importation de combustibles
Coût de la réparation de Chixoy : 90 millions
Endettement croissant

CONTRE-INSURRECTION

Modifications au sein de l'Armée

INSURRECTION

40 pertes occasionnées à l'armée : ORPA
Combats de l'EGP
Les FAR occupent des bourgades
Naufrage d'un bateau patrouilleur militaire

DROITS DE L'HOMME

Dénonciations émanant des membres des patrouilles
Assassinat de détenus
Rejet de la résolution de l'ONU

SITUATION SOCIALE

La CUSG dénonce
Abus du BANVI
Des enfants meurent dans une décharge

POLITIQUE

DELEGATION DE LA CIOSL

Le 8 février, Enzo Frisso, membre de la délégation de la Confédération Internationale des Organisations Syndicales Libres -CIOSL-, déclarait que la vie humaine n'a aucune valeur au Guatemala étant donné que la situation dans laquelle se trouve le pays est indigne de l'être humain et que les défenseurs des intérêts des travailleurs ont été séquestrés ou assassinés. La délégation de la CIOSL était en visite au Guatemala au cours de la première semaine de février. Frisso a ajouté que la démocratie ne se limite pas à l'organisation d'élections car par essence elle est synonyme de lutte contre l'injustice sociale qui est "profondément enracinée au Guatemala".

DECLARATIONS DE AMERICA'S WATCH

L'organisation America's Watch a dénoncé, le 7 février, à New York, la demande effectuée le 4 de ce même mois par l'Administration Reagan en vue d'accroître l'aide militaire pour le Guatemala. Elle a qualifié cette demande de violation aux lois internationales sur l'aide octroyée aux pays qui enfreignent les Droits de l'Homme.

REAGAN DEMANDE UNE AIDE POUR LE GUATEMALA

Dans une demande adressée au Congrès américain et datée du 4 février, l'Administration Reagan sollicitait l'allocation d'une enveloppe de 35,3 millions de dollars à l'aide militaire accordée au Guatemala. Cette enveloppe serait ventilée comme suit : 10 millions sous forme de crédits pour l'achat d'armes, 25 destinés à l'aide économique et les 300 000 restant alloués aux programmes de coopération militaire dans la région d'Amérique centrale.

Le Président Reagan a, en outre, demandé l'allocation de 33 millions de dollars pour l'aide au développement, qui serait administrés par l'entité gouvernementale AID - Agence Internationale pour le Développement- et, 19,1 millions pour financer le programme "aliments pour la paix".

ARRIVEE DE MEMBRES DE LA COMMISSION KISSINGER

Le 10 février on annonçait officiellement que trois membres de la Commission Kissinger et fonctionnaires au Département d'Etat américain arriveraient, début mars, au Guatemala aux fins d'observer "le processus de démocratisation lancé par le gouvernement militaire".

William Rogers, William Everly et Stephen Lande, qui sont également de hauts responsables de la Manchester Associated Ltd., ont été invité par la Fondation pour le Développement du Guatemala -FUNDESA- et seront accompagnés des journalistes suivant : John Basil Utley, éditeur de Times of the America; Virginia Polk, de la Fondation Heritage; Dale Hayes et Erick Brodin, de la même institution et George Faurol, du Centre d'Etudes Internationales de l'Etat, de Washington D.C.

OFFRES D'AIDE MILITAIRE : MARTINEZ PIEDRA

Le 11 février, l'Ambassadeur américain au Guatemala, Alberto Martinez Piedra, déclarait que pour des raisons de sécurité, les Etats-Unis devaient octroyer une aide militaire au Guatemala et aux autres pays amis de la région d'Amérique centrale. Il a ajouté, en parlant de "l'ouverture démocratique" promue par le régime militaire, que "si la démocratie naissante s'avérait menacée, il faudrait la défendre".

Le 6 février, James Thyden, Directeur du Bureau des Droits de l'Homme du gouvernement américain, soulignait que son pays était désireux de poursuivre son aide économique au Guatemala, après s'être entretenu avec de hauts chefs militaires et d'importants dirigeants de l'Assemblée Nationale Constituante.

VISITE DE RICHARD STONE

Richard Stone, ancien Ambassadeur itinérant américain pour l'Amérique Centrale de l'Administration Reagan, est arrivé au pays le 8 février en vue de négocier des accords économiques avec le gouvernement du Général Oscar Mejia Victores. Ces accords interviendront à la suite du différend qui a opposé les Autorités nationales et l'entreprise bananière de Guatemala -BANDEGUA-, subsidiée par la multinationale Del Monte. Il faut souligner que Richard Stone est actuellement Conseiller du Travail de Del Monte.

PARLEMENTAIRE ISRAELIEN AU GUATEMALA

Le parlementaire israélien Joshua Metza, membre de la Commission des Finances et du Contrôle des Affaires de l'Etat, est arrivé au Guatemala le 5 février pour s'entretenir avec des dirigeants de l'Assemblée Nationale Constituante et avec divers mandataires d'institutions privées et publiques. Metza est également Président de l'entreprise étatique "Shikum Vepituj" (Logement et Développement).

VOYAGE DE MEJIA VICTORES

Le 2 février, on apprenait de source officielle que le Chef d'Etat, le Général Oscar Mejia Victores, se rendrait les 21 et 23 février, respectivement, en Colombie et en Uruguay aux fins de s'entretenir avec les Présidents Belisario Betancourt et Julio Maria Sanguinetti.

ECONOMIE

IMPORTATION DE COMBUSTIBLES

Le 3 février, le Secrétariat de l'Intégration Economique Centre-Américain -SIECA- faisait savoir que le gouvernement militaire a dépensé 300 millions de dollars pour l'importation de combustibles et hydrocarbures en dépit du fait que la production nationale annuelle de pétrole, évaluée à 2,6 millions de barils, serait suffisante pour alimenter la demande interne.

Le 2 février, la veille, le Ministre de l'Energie et des Mines, le Colonel Alejandro Contreras signalait que la huitième cargaison de pétrole guatémaltèque, d'une quantité globale de 150,021 barils et d'une valeur supérieure à 4 millions de dollars, avait pris le large en direction de ports américains.

COUT DE LA REPARATION DE CHIXOY : 90 MILLIONS

Le 9 février, le Syndicat Luz y Fuerza (Lumière et Force) stipulait que le gouvernement devra dépenser plus de 90 millions de dollars pour réparer la centrale hydro-électrique de Chixoy et, dans le but de pouvoir remplir ses engagements, l'Institut National d'Electrification -INDE- exercera des pressions pour augmenter le tarif à la consommation pour les usagers. Ces tarifs, il faut le souligner, sont déjà les plus élevés d'Amérique centrale.

Pour sa part, le Ministre des Finances, le Colonel Leonardo Figueroa Villate, a fait savoir, le 7 février, que le gouvernement allait obtenir, sous peu, un prêt accordé par la Banque Inter-Américaine de Développement d'une valeur de 38 millions de dollars qui seront consacrés aux réparations de la centrale hydroélectrique.

ENDETTEMENT CROISSANT

Le 10 février, le Journal télévisé Aqui El Mundo (Ici, le Monde) soulignait que le gouvernement militaire cherchait à obtenir de nouveaux crédits à l'étranger, provoquant ainsi pour le pays un endettement croissant. Le Journal ajoutait que les 300 millions de dollars demandés ne serviraient qu'à augmenter la dette extérieure de 2 300 millions. Toujours selon le Journal télévisé, l'Etat réserverait 600 millions de dollars au règlement du service de la dette publique; l'amortissement des intérêts et des coûts de fonctionnement d'une valeur totale d'un milliard seront obtenus par le biais des exportations.

Le même jour, le chef d'entreprise, Francisco Caceres a fait part de sa préoccupation face au manque de devises qui existe dans le pays. "L'Etat monopolise jusqu'à 60 % des devises qui subsistent", ce qui permet de prévoir une augmentation importante du chômage et de l'inflation.

CONTRE-INSURRECTION

MODIFICATIONS AU SEIN DE L'ARMEE

Le Colonel d'Etat-Major Jorge Isaacs Rodriguez a été nommé officiellement, le 6 février comme nouveau Commandant de la zone n° 18 dont le siège se situe dans le département occidental de San Marcos, en lieu et place du Colonel Carlos Dorantes Marroquin. Isaacs Rodriguez exerçait la charge de Commandant de la zone militaire de Playa Grande, dans le département de El Quiché, au nord-ouest.

X Selon les observateurs, cette modification résulte des nombreuses pertes subies par les forces armées à San Marcos et, est également conséquence de l'échec essuyé par les diverses offensives militaires dirigées contre les forces insurrectionnelles de l'Organisation du Peuple en Armes -ORPA- qui opèrent dans la région.

INSURRECTION

40 PERTES OCCASIONNEES A L'ARMEE : ORPA

Le 12 février, un communiqué émanant de l'Organisation du Peuple en Armes -ORPA- signalait que les combats qui ont opposé l'armée et les forces de l'ORPA au cours des 8, 9 et 10 février dans le département central de Solola se sont soldés par : 41 pertes occasionnées au sein des forces gouvernementales et des dommages portés à un hélicoptère UH-1H, de fabrication américaine. L'ORPA fait partie intégrante de l'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque -URNG-.

Le communiqué précise que l'armée a perdu 20 effectifs, le 8 février, au cours de deux embuscades successives, dans la municipalité de Santiago Atitlan, Solola, et que l'hélicoptère fut touché alors qu'il couvrait l'avance de l'infanterie après la deuxième embuscade.

Au fil des derniers combats, les 9 et 10 février, l'armée a perdu 20 effectifs supplémentaires, s'est vue dans l'obligation de stopper son avance et demander de l'aide à un avion de combat AT-37B, qui une heure durant a bombardé la zone sans discrimination aucune.

COMBATS DE L'EGP

Le 12 février, l'Armée des Guérilléros des Pauvres -EGP-, membre de l'URNG, faisait savoir qu'au cours de combats qui ont eu lieu, le 29 janvier, entre les bourgades de Yuxquen et Las Palmas, dans le département de Huehuetenango, au nord-ouest, l'armée a déploré la perte de 13 effectifs, dont 11 morts et 2 blessés.

Le communiqué émanant des rebelles signale en outre que leurs forces se sont appropriées 9 fusils Galil, 12 grenades pour mortier de 60 mm, une radio militaire de communication et du matériel divers.

Un bulletin provenant du Secrétariat des Relations Publiques de l'Armée a fait savoir que de sérieux combats ont opposé les forces gouvernementales et insurrectionnelles, le 6 février, dans la juridiction de la municipalité de Nebaj, dans le département de El Quiché, au nord-ouest, zone où opère l'EGP. Le bulletin n'apporte aucune précision quant aux pertes occasionnées de part et d'autre des combattants.

LES FAR OCCUPENT DES BOURGADES

Le 12 février, l'organisation insurrectionnelle FAR -Forces Armées Rebelles- signalait que des unités des FAR avaient occupé trois propriétés, les bourgades de Yalpeten, Sancy, Bolivia, El Pato et Santa Rosa et avaient organisé une réunion à caractère politique avec la population de El Poxte, à quelques 15 km de la brigade militaire "General Luis García León", située dans le département septentrional de El Peten.

NAUFRAGE D'UN BATEAU PATROUILLEUR MILITAIRE

Selon des rapports de presse, une vedette patrouilleuse occupée par des soldats a fait naufrage dans le lac de Atitlan, situé à Solola. 20 effectifs auraient trouvé la mort au cours de ce naufrage qui a eu lieu le 11 février.

Les milieux de presse y voient la possibilité d'une attaque de la part des insurgés.

DROITS DE L'HOMME

DENONCIATIONS EMANANT DES MEMBRES DES PATROUILLES

Le 5 février, le paysan Abel de Jesús Huertas, membre des patrouilles d'auto-défense civiles de San Antonio La Paz, dans le département de El Progreso, dénonçait le rôle des mandataires de l'armée. En effet ceux-ci se rendent coupables d'innombrables vexations, abus et même menaces de mort à l'encontre des membres des patrouilles civiles de la région lorsque ces derniers ne peuvent les aider lors de l'instruction militaire ou des tours de garde.

ASSASSINAT DE DETENUS

Le 10 février, le journaliste Mario Monterroso Mirón déclarait qu'au Guatemala, on torturait et commettait de nombreuses violations à l'égard des détenus des diverses prisons du pays. Le fils du journaliste a été assassiné, le 10 décembre, par les gardes du Pénitencier de Pavón -le plus important du Guatemala- à la suite d'une manifestation organisée par des centaines de détenus qui exigeaient que l'on mette un terme aux mauvais traitements et que l'on améliore les conditions de détention. Onze autres prisonniers ont également été assassinés au cours de cette action.

REJET DE LA RESOLUTION DE L'ONU

Le Vice-Ministre des Affaires Etrangères, Mario Marroquín Najera a rejeté, le 7 février, la résolution de la 39ème Assemblée Générale des Nations Unies qui, le 14 décembre dernier, condamnait le régime militaire guatémaltèque pour les "graves et persistantes" violations des Droits de l'Homme qui y sévissaient. Il a ajouté que le Guatemala avait fait l'objet d'un traitement "discriminatoire" étant donné que seuls trois membres de l'ONU avaient été soumis à l'étude et que tout trois étaient des pays d'Amérique Latine.

Ces déclarations tenaient lieu de réponse à la publication de la Commission des Droits de l'Homme au Guatemala -CDHG- dans la presse guatémaltèque, assortie du texte complet de la résolution onusienne pré-citée.

SITUATION SOCIALE

LA CUSG DENONCE

La Confédération de l'Unité Syndicale de Guatemala -CUSG- dénonçait le 8 février à l'opinion publique le fait que les Autorités prévoient une série de licenciements massifs dans le département occidental de Quetzaltenango. Ces révocations ont débuté lorsque l'entreprise Sportex S.A. a sanctionné de la sorte 8 travailleurs qui préparaient les démarches nécessaires à la tenue d'un jugement collectif à caractère économique et social en vue d'empêcher ladite entreprise de mener à bien des licenciements arbitraires.

ABUS DU BANVI

Le 5 février, les représentants de plus de 70 000 personnes qui vivent dans des lotissements situés dans les secteurs marginaux de la ville de Guatemala dénonçait l'action de la Banque Nationale du Logement -BANVI- qui ne leur accorde qu'un délai de 30 jours pour être à jour dans les paiements relatifs à l'acquisition des logements. Dans le cas contraire, les habitants seraient délogés de force. Les représentants ajoutent que la majorité des habitants ne sont pas en mesure de payer étant donné que bon nombre d'entre eux sont sans emploi. Le manque d'opportunités de trouver un emploi est par ailleurs un phénomène qui touche tout le territoire national.

DES ENFANTS MEURENT DANS UNE DECHARGE

Le 11 février, des organisations de secours faisaient savoir que trois enfants avaient trouvé la mort, ensevelis sous une avalanche de détritrus, alors qu'ils cherchaient des aliments dans un gigantesque dépotoir de la ville de Guatemala. Selon les rapports, il s'agit là d'une activité courante pour les enfants de la capitale qui y voient le moyen de survivre.

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX